

**Point de presse de la porte-parole -
Israël/Situation de M. Hammouri -
Turquie - Numérique/Assises de la
transition digitale en Afrique - Syrie
- Irak - Togo**

(Paris, 25 octobre 2017)

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - Israël - Situation de M. Hammouri

Nous sommes préoccupés par la situation de notre compatriote Salah Hammouri, détenu par les autorités israéliennes depuis le 23 août 2017. Il bénéficie de la protection consulaire de notre consulat général à Jérusalem, conformément à la convention de Vienne.

La dernière audience en appel à l'encontre de la décision de mise en détention administrative s'est tenue le 22 octobre à la cour suprême de Jérusalem. Ni notre compatriote ni ses avocats n'ont pu avoir connaissance des charges retenues.

La France rappelle que l'utilisation abusive et systématique de la détention administrative porte atteinte au droit à un procès équitable et aux droits de la défense.

Nous demandons que l'ensemble des droits de Salah Hammouri soient bien respectés et espérons sa libération. Dans cette attente, nous demandons aussi que sa famille puisse lui rendre visite.

2 - Turquie

Les premières audiences des responsables turcs d'Amnesty international, Taner Kilic et Idil Eser, et des neuf autres défenseurs des droits de l'Homme arrêtés début juillet, dont les ressortissants allemand et suédois Peter Steudtner et Ali Gharavi, s'ouvrent aujourd'hui à Istanbul. La première audience du procès de Taner Kilic, également inculpé dans une autre affaire, s'ouvre demain à Izmir.

La France rappelle sa vive préoccupation et demande la libération rapide des militants encore en détention. Elle souligne son attachement au droit à un procès équitable et au respect des droits de la défense. Notre consul général à Istanbul sera présent à l'audience aujourd'hui à Istanbul.

Le travail des ONG, telle Amnesty international, est une composante essentielle de toute société démocratique. Le respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales dans le cadre de l'État de droit est indispensable à l'exercice de la démocratie. C'est le socle essentiel des engagements européens et internationaux de la Turquie. Nous faisons passer ce message lors de nos échanges avec les autorités turques à tous les niveaux. C'est ce que M. Jean-Yves Le Drian a notamment rappelé lors de sa visite en Turquie les 14 et 15 septembre derniers.

3 - Numérique - Assises de la transition digitale en Afrique (Paris, 25-27 octobre 2017)

Les sixièmes assises de la transition digitale en Afrique se tiennent à Paris du 25 au 27 octobre.

Les assises réunissent depuis 2011 les principaux décideurs de l'écosystème numérique africain. Pendant trois jours, 1000 participants de l'ensemble du continent, décideurs privés et publics, délégations ministérielles, entreprises et acteurs de la société civile, échangeront sur la place du numérique en Afrique, les opportunités qu'il offre, qu'il s'agisse de services à la personne, du renforcement de la démocratie par l'e-gouvernement ou de croissance économique.

Ils discuteront des stratégies à mettre en oeuvre pour relever les défis des infrastructures du numérique, de la formation et du financement de la transition numérique.

Le ministère de l'Europe et des affaires étrangères co-pilote le plan d'action du gouvernement «développement et numérique» 2015-2017. Le numérique est un formidable levier de croissance pour les pays en développement pour autant que l'accès à un internet abordable, sûr, ouvert et multiculturel soit facilité et les écosystèmes numériques renforcés.

Ces assises de la transition digitale en Afrique prépareront les tables-rondes consacrées au numérique organisées le 28 novembre à Abidjan, en amont du quatrième sommet Union européenne - Union africaine des 29 et 30 novembre. Elles nourriront la réflexion menée avec la commission européenne sur le sujet.

Lien vers le programme des assises de la transition digitale en Afrique : <http://lesatda.com/>

4 - Syrie

Q - Au vu des développements dans le dossier syrien - veto de Moscou au renouvellement du JIM, situation humanitaire dans la Ghouta soumise au blocus du régime - comment envisagez-vous la collaboration avec la Russie ? La stratégie de «dialogue exigeant» prônée par Paris n'est-elle pas un échec ?

R - La France regrette que la Russie ait opposé son veto au projet de résolution du conseil de sécurité des Nations unies visant à renouveler le mandat du mécanisme d'enquête conjoint (JIM) de l'ONU et de l'OIAC.

Le rapport des experts du JIM sera rendu public demain. Le dialogue devra être poursuivi avec la Russie pour prévenir la répétition des crimes chimiques en Syrie.

Nous aurons l'occasion de nous exprimer à nouveau sur ce sujet.

5 - Irak

Q - Quelle est votre réaction à l'annonce du Kurdistan irakien annonçant qu'il était prêt à geler les résultats du référendum ?

R - La France a plusieurs fois appelé au dialogue et à la retenue, en vue d'une sortie de crise qui préserve l'unité et l'intégrité de l'Irak dans le respect de sa constitution et des droits légitimes des Kurdes.

La proposition du gouvernement régional du Kurdistan d'ouvrir un dialogue avec le gouvernement fédéral, dans le cadre constitutionnel irakien, est un geste positif auquel nous souhaitons que les autorités de Bagdad puissent donner suite.

Nous soutenons les efforts de médiation du représentant spécial du secrétaire général des Nations unies, M. Jan Kubis.

6 - Togo

Q - La crise politique au Togo est loin de s'apaiser. L'opposant Tikpi Atchadam a récemment appelé la France à intervenir pour trouver une solution. Que lui répondez-vous ?

R - La France reste attentive à l'évolution de la situation au Togo. Nous condamnons les violences qui y ont été observées. Nous sommes préoccupés par les rapports sur la présence d'hommes en civil aux côtés des forces de l'ordre, pouvant s'apparenter à des milices. Nous souhaitons que le gouvernement togolais respecte le droit de manifester. Les manifestations doivent s'exprimer de façon pacifique.

Dans ce contexte, la France appelle à l'ouverture d'un dialogue immédiat qui doit mener aux réformes politiques attendues, en particulier la révision de la constitution prévoyant la limitation à deux mandats présidentiels et l'instauration d'un scrutin présidentiel à deux tours. Nous soutenons les initiatives régionales visant à établir le dialogue entre les différentes parties./.